

Commission : Sommet de Madrid UE-Asie

Problématique : L'Union Européenne et l'ASEAN plus 6, pour une redynamisation équilibrée des relations entre deux régions centrales pour l'économie et les relations internationales ?

Auteur : Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande est un pays fondateur des Nations Unies et il a participé aux réunions de l'ASEM depuis 2010 comme un des six membres supplémentaires du bloc asiatique ASEAN. La première ministre est la laboriste Jacinda Arden, élue en 2017. Le gouvernement actuel est centré sur l'obtention de meilleures conditions de vie pour tous les néo-zélandais à travers des réformes économiques et du secteur immobilier ; mais sur le plan des relations internationales, la priorité est non seulement de maintenir de bonnes relations avec les alliés américains et européens mais aussi de se faire une place dans la construction d'une communauté asiatique.

Les alliés historiques de la Nouvelle-Zélande sont liés à son passé britannique : le pays a signé des accords de libre-échange avec l'Australie et se trouve sur le point d'en signer un autre avec l'Union Européenne. Malgré cela, le gouvernement considère que les liens avec les voisins asiatiques ne sont pas assez développés, et c'est pour cela qu'en 2020 la Nouvelle-Zélande a rejoint un accord de libre-échange avec la majorité des pays de l'ASEAN+6 (RCEP). La première ministre croit que cette réunion peut contribuer à continuer de rapprocher les deux parties. Le gouvernement laboriste souhaite une prise de décisions plus efficace au sein de cet organisme et une obligation de respecter les accords signés comme garantie de l'utilité de l'institution et du rapprochement Europe-Asie pour une dynamisation des contacts entre deux régions clés dans les relations internationales.

Sur le plan politique et de sécurité, la commission néo-zélandaise considère le blanchiment de capitaux comme l'une des principales causes des actes terroristes en Asie et Europe des dernières années. En effet, cet aspect concerne la Nouvelle-Zélande particulièrement, car un intégriste a assassiné plusieurs dizaines de fidèles dans une mosquée à Christchurch en 2019 aidé par ce crime financier. La Nouvelle-Zélande souhaite mettre en place une législation plus stricte, une collaboration plus importante entre les polices des différents pays et une restructuration de GAFI à discuter avec le G7 pour combattre ce problème.

Quant à la sécurité maritime, la Nouvelle-Zélande croit que les échanges commerciaux par mer dans la région ne vont pas cesser de croître dans les prochaines années, avec la mise en place de nombreux accords de libre-échange. C'est pour cela que la sécurité dans des points de passage de marchandises comme le détroit de Malacca va devenir primordiale dans le futur. Pour combattre la piraterie et faire face à ce défi, la commission néo-zélandaise défendra un accord de collaboration entre les forces de sécurité maritimes des différents pays asiatiques et européens traversés par la « nouvelle route de la soie ».

Le changement climatique est en train de faire remonter le niveau de la mer et menace les états du Pacifique. La commission néo-zélandaise veut rappeler qu'elle représente un des pays qui s'engage le plus dans la prévention des conséquences du changement climatique et dans l'accueil de migrants venus du Pacifique. La réponse à ce problème doit être communautaire pour une bonne répartition des migrants, qui leur assure une bonne qualité de vie.

Quant à la question de la réponse communautaire à la crise du COVID-19, la Nouvelle-Zélande met la santé des citoyens européens et asiatiques par-dessus tout le reste. Ainsi, elle défend la réduction des tarifs douaniers pour les produits sanitaires de première nécessité : ni l'Europe ni la Nouvelle-Zélande ont une structure industrielle suffisamment développée pour faire face à la demande de ces produits.

En transitant vers le plan économique et financier, le continent asiatique est clairement en plein essor. La Nouvelle-Zélande croit que ce développement économique peut être très positif pour la situation sociale et humanitaire de la région, et peut bénéficier de la réduction des restrictions Europe-Asie.

Au-delà des bonnes relations économiques avec l'Europe et l'Australie, la commission néo-zélandaise est intéressée par l'approfondissement des accords de libre-échange avec ses voisins asiatiques. L'accord signé est déjà un grand pas dans la bonne direction et la priorité actuelle est la lutte contre la compétence déloyale pour avancer dans la construction d'une communauté économique asiatique. Malgré tout, les futurs accords devront tenir compte des aspects écologiques et sociaux, contrairement à celui signé en novembre dernier.

Dans le contexte actuel de crise économique, les pays en développement souffrent du fait de leur précarité, ce qui nuit à leur croissance et à leur situation sociale et démocratique. Ainsi, la

commission néo-zélandaise sollicite la mise en place d'un budget encore plus important pour contribuer à soutenir l'économie de ces pays et éviter les conséquences les plus néfastes de la crise sur ces territoires.

Pour terminer sur le plan social et culturel, la commission néozélandaise considère que le respect des Droits de l'Homme est basique. Ainsi, elle condamne les régimes autoritaires de la région, en particulier la Chine pour son traitement des Ouïghours, et veut travailler vers une démocratisation du continent. En effet, le non-respect de ces droits, surtout liés au travail, constitue en soi une forme de compétence déloyale.

La Nouvelle-Zélande est aussi pionnière dans la lutte pour les droits des femmes. Il s'agit du premier territoire à avoir permis le vote féminin en 1893, et le pays a eu quatre premières ministres femmes. Pour faire face aux inégalités hommes-femmes dans la région, la commission néo-zélandaise propose que les pays présents s'engagent à lutter pour l'éducation des filles pour faciliter leur émancipation économique, et à punir plus sévèrement les violences machistes.

Sur le plan environnemental, la Nouvelle-Zélande a signé et ratifié les Accords de Paris de 2015 pour le climat, avec l'objectif de réduire de 50% ses émissions de CO₂ d'ici 2050, et une reconversion de certains secteurs de l'économie a déjà été entamée. Quant aux pays du Pacifique la Nouvelle-Zélande contribue activement à la préservation de ces territoires et à l'accueil de réfugiés climatiques, et demande plus d'engagement au reste de membres.

Dans le domaine éducatif, la Nouvelle-Zélande accueille chaque année environ 100 000 étudiants étrangers, dont 70% venus d'Asie. Pour faire face aux défis éducatifs de la région, la commission néo-zélandaise propose des plans d'aide financière pour alphabétiser des pays asiatiques en voie de développement, une homogénéisation des compétences requises entre les différents pays pour favoriser les échanges et une coopération plus importante entre les secteurs universitaire et du travail pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.

Finalement, dans le domaine du tourisme, la Nouvelle-Zélande est un pays qui reçoit 3,5 millions de visiteurs par an, faisant de ce secteur un pilier de son économie, comme c'est le cas pour de nombreux autres pays asiatiques. À cause de la crise du COVID-19, la presque disparition du a eu des effets dévastateurs sur les pays asiatiques. La Nouvelle-Zélande propose la mise en place d'une zone COVID-free permettant des échanges sans restrictions, avec une quarantaine et un test pour rentrer dans la région.

En conclusion, la Nouvelle-Zélande cherche à maintenir ses bonnes relations avec l'Europe et l'Australie tout en continuant à approfondir ses relations avec les pays de l'ASEAN+6, et propose des réponses communes avec la collaboration de l'Europe face aux défis sécuritaires, sanitaires, commerciaux, sociaux et de développement. Elle garde quand même ses distances face aux régimes les plus autoritaires de la région avant d'élargir les mesures proposées.